

Livange, le 23 février 2018

**Assurance dépendance : les chantiers se multiplient**

Près de deux mois après l'entrée en vigueur des modifications législatives de l'assurance dépendance, la COPAS a finalisé un premier recensement auprès de ses membres. Le résultat confirme ses craintes : les changements législatifs sont synonymes de pertes significatives pour bon nombre de bénéficiaires – et ceci pas uniquement au niveau des « courses-sorties » pour le maintien desquelles la base légale fait défaut.

En effet, selon les premiers chiffres basés exclusivement sur des conversions des anciens plans de prise en charge en nouvelles synthèses, 36 % des **bénéficiaires résidant dans une maison de retraite ou de soins** perdent en moyenne 30 % de leurs activités de soutien. Cela équivaut à près de 10 heures d'encadrement hebdomadaire par bénéficiaire ; les personnes les plus dépendantes sont les plus lésées !

Certes, d'autres bénéficiaires disposent de plus d'heures d'encadrement qu'auparavant, mais le gain des uns ne saurait compenser la perte des autres. Pour ce qui est du **secteur du handicap**, les répercussions de la loi s'annoncent encore plus néfastes.

La baisse des prestations entre 2015 et 2017 a déjà causé des préjudices considérables aux bénéficiaires. Des restrictions supplémentaires entraîneront à terme de lourdes conséquences au niveau des droits à la prise en charge et, en conséquence, au niveau de l'emploi.

Vu la régression constatée des prestations, la COPAS n'est pas en mesure de donner une **garantie d'emploi** ni pour le personnel non qualifié ni pour le personnel qualifié, d'autant plus que les données actuelles proviennent exclusivement de la conversion des plans de prise en charge 2017. Etant donné que les nouvelles évaluations se baseront sur les conditions d'octroi plus restrictives de la nouvelle loi et de ses règlements, cette tendance risque de se confirmer. Le Ministre de la Sécurité sociale semble partager cette vue étant donné qu'il a d'ores et déjà annoncé de mettre à disposition 20 millions d'euros supplémentaires pour couvrir des mesures correctives.

La COPAS prend acte de la déclaration du Ministre de la Sécurité sociale de vouloir procéder à une **évaluation** d'ici le mois d'avril, mais elle se demande sur quelles données celle-ci sera basée étant donné qu'aucune décision selon le nouveau régime n'a été transmise à ce jour et que les prestataires sont toujours en attente d'un système opérationnel renseignant sur les actes opposables à l'assurance dépendance.

La COPAS reste d'avis que seuls des **amendements législatifs** peuvent régler la situation.

À ce jour, la COPAS compte 55 membres qui gèrent au Grand-Duché de Luxembourg la quasi-totalité des maisons de soins, des centres intégrés pour personnes âgées, des centres de jour psycho-gériatriques, des structures et services pour personnes en situation de handicap, des institutions actives en matière de psychiatrie extrahospitalière, des réseaux d'aide et de soins à domicile et quelques logements encadrés. Pour aider et accompagner les usagers de leurs structures et services, les membres de la COPAS emploient plus de 11.000 salariés.